

Pour une démondialisation heureuse

Emiliano Arpin-Simonetti

Numéro 793, novembre–décembre 2017

Pour une démondialisation heureuse

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86720ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Arpin-Simonetti, E. (2017). Pour une démondialisation heureuse. *Relations*, (793), 14–16.

POUR UNE DÉMONDIA

Le mouvement initié par le Brexit au Royaume-Uni et par Donald Trump, qui a forcé une renégociation de l'ALENA et renoncé à l'Accord de partenariat transpacifique, annonce-t-il vraiment une ère de remise en question de l'ordre économique mondial fondé sur le libre-échange? Après des années de mobilisations altermondialistes visant à freiner la mondialisation néolibérale, comment expliquer que ce soit finalement la droite populiste qui parvienne à mettre la démondialisation à l'ordre du jour politique en Occident? Quel serait par ailleurs un projet de « démondialisation heureuse », plus juste, solidaire et respectueuse de la planète et des peuples, notamment en Europe et en Amérique du Nord? Et quelles voies se dessinent pour le Québec dans ce contexte de reconfiguration?

Emiliano Arpin-Simonetti

En 1997, l'économiste français Alain Minc publiait *La mondialisation heureuse*, un ouvrage dont le titre reflète tout l'enthousiasme du libéralisme euphorique d'une décennie ayant consacré son triomphe, après la chute du bloc communiste. Vingt ans et au moins deux profondes crises financières mondiales plus tard, le sourire satisfait des élites politiques, économiques et médiatiques libérales a laissé place à un rictus inquiet.

Car même si les traités de libre-échange régionaux ou bilatéraux continuent de se multiplier (on en compterait plus de 270 dans le monde, selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales, et plusieurs sont en cours de négociation), une ombre plane au-dessus des velléités libre-échangistes. La mondialisation, en effet, n'est plus seulement remise en cause par des pays du Sud et par la constellation internationale d'organisations de la société civile que constitue le mouvement altermondialiste – qui, du reste, a fait l'objet d'une répression soutenue, particulièrement depuis l'escalade sécuritaire post-11 septembre 2001. Non : ce sont maintenant des États du Nord qui réclament une rupture avec la mondialisation, et pas n'importe lesquels : ceux-là mêmes par qui s'est imposée la vague de libéralisations tous azimuts déferlant sur la planète depuis 30 ans, à savoir les États-Unis et le Royaume-Uni.

Ironie du sort, après des années, voire des décennies de luttes altermondialistes coordonnées en solidarité avec les pays du Sud (de Forums sociaux mondiaux en contre-sommets en passant par l'action directe), c'est finalement la droite nationaliste des pays occidentaux qui semble amorcer le mouvement vers la démondialisation. Mais sous la rhétorique protectionniste que brandissent les Donald Trump ou les Marine Le Pen de ce monde, c'est la nostalgie de l'hégémonie occidentale – aujourd'hui chancelante – dans la division internationale du travail qu'on voit poindre, bien plus qu'une véritable critique du capitalisme globalisé. Leur projet vise essentiellement à protéger les multinationales et les investisseurs de leur pays pour leur permettre de reprendre la main haute dans le jeu sans merci de la concurrence mondiale et de redorer le lustre impérial déchu. Les protections sociales et les bons emplois revendiqués, du reste, le sont pour les nationaux (blancs de préférence) d'abord.

Rien à voir, donc, avec la démondialisation telle que pensée par ses premiers défenseurs, notamment l'altermondialiste français Bernard Cassen et le sociologue philippin Walden Bello. Dans son livre *La démondialisation : idées pour une nouvelle*

LISATION HEUREUSE



Alain Reno, *Aux arcs, citoyens!*, 2017, collage

économie mondiale, ce dernier plaidait dès 2002 pour une déconstruction de l'ordre économique mondial dominé par les institutions supranationales servant les intérêts occidentaux – le FMI, la Banque mondiale et l'OMC en particulier. Il proposait du même souffle la construction d'un nouvel ordre décentralisé permettant une relocalisation de l'économie, le respect de l'environnement et la solidarité entre les peuples.

Alors que le concept revient en force et est aujourd'hui l'objet de récupérations parfois douteuses, il importe de faire ce rappel et cette distinction: la démondialisation n'est pas intrinsèquement l'affaire de courants populistes de droite vaguement fascistes, quoi qu'en disent les partisans de l'extrême centre et du statu quo néolibéral qui cherchent désespérément à associer les deux choses. La démondialisation heureuse est possible. Elle pourrait même être nécessaire pour affronter la triple crise écologique, économique et politique que nous traversons.

Au cours des 30 dernières années, ce qu'on appelle la mondialisation – soit l'extension mondiale des chaînes de production, la libéralisation et l'intensification des échanges, la dérégulation de la finance, la privatisation et la marchandisation de pans entiers de la société (services publics, culture, terres, organismes vivants, etc.) et l'essor d'un modèle de développement tourné vers les exportations – n'a fait qu'accélérer la concentration de la richesse entre les mains d'une infime minorité, en appauvrissant la majorité et en aggravant la destruction de l'environnement.

Surtout, la mise en œuvre des accords de libre-échange ayant accompagné et renforcé ce mouvement ont cimenté cet ordre économique mondial, taillé sur mesure pour les investisseurs et les multinationales dans leur quête illimitée de profits et de ressources, soumettant les États et les peuples à leurs diktats. Au cœur de cette érosion de la souveraineté démocratique se trouve tout un arsenal, dont la menace de délocalisations et d'une décote par les agences de crédit ainsi que les fameux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) que contiennent presque tous ces traités depuis



Alain Reno, *Pomme de terre*, 2017, collage

l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) –un « pionnier » en la matière. Permettant aux investisseurs de poursuivre des États ou des municipalités pour la mise en place de politiques ou de lois qui limiteraient potentiellement leurs profits, ces tribunaux administratifs privés ont un effet dissuasif important sur toute tentative d'action politique en faveur d'une protection du bien commun –qu'il s'agisse de protections sociales, environnementales ou culturelles. Bien plus que sur les tarifs douaniers –déjà historiquement bas–, c'est surtout sur ce genre de dispositions limitant le pouvoir des États de soustraire du marché des sphères de la société que portent les nouveaux accords de libre-échange, notamment l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Ce dernier, négocié dans le plus grand secret –comme tous les autres–, est d'ailleurs partiellement entré en vigueur en octobre dernier, avant même d'être ratifié définitivement par les parlements des États signataires.

C'est tout ce système anti-démocratique et carburant à la dépossession des peuples qu'il faut non seulement combattre mais œuvrer à remplacer. Car il est impossible de sortir nos sociétés du néolibéralisme sans revoir les accords de libre-échange qui nous l'imposent et font primer le commerce et l'intérêt du capital financiarisé sur toute autre considération.

En ce sens, les « démondialistes » –et peut-être même plus que le mouvement altermondialiste, même s'ils en partagent la plupart des principes– offrent un imaginaire de rupture nette avec le cycle d'accumulation capitaliste sans précédent que

nous traversons depuis plus de 30 ans. Plus que l'altermondialisme, qui a souvent négligé cet aspect pour différentes raisons, la démondialisation insiste en effet sur l'importance d'une reprise en main démocratique de la souveraineté politique nationale afin de réhabiliter la capacité d'instituer une société fondée sur le bien commun –sans pour autant réifier la nation et l'identifier à un peuple-ethnie à l'identité immuable, comme le fait l'extrême droite.

Un peu comme le concept de décroissance, la notion de démondialisation représente en fait un « mot-obus » visant à faire éclater des préceptes de l'économie néolibérale –érigés en dogmes par l'appareil idéologique dominant–, en particulier le libre-échange. Comme le disait d'ailleurs Walden Bello, [en employant ce terme] « [j]'ai voulu cracher au visage des économistes et technocrates » (*Philosophie Magazine*, n° 60, juin 2012).

La parenté entre décroissance et démondialisation, par ailleurs, n'est pas que sémantique. L'extension mondiale des chaînes de production et la quête illimitée de rentabilité financière rencontrent aujourd'hui les limites de la planète –mais aussi des limites logistiques et technologiques importantes, selon plusieurs études récentes. Il devient de plus en plus urgent, pour l'avenir des écosystèmes et de l'humanité, de redéployer l'économie à l'échelle locale et régionale et de changer nos modes de production et de consommation dans une logique de coopération entre les peuples plutôt que de concurrence et de domination.

Le moment semble favorable à un tel projet de démondialisation heureuse ou plutôt *conviviale* (pour faire écho à la notion de décroissance conviviale, opposée à la décroissance sauvage), alors que les conséquences de la mondialisation rattrapent les pays occidentaux, en particulier depuis la crise de 2008-2009. Devant la marchandisation du monde, devant les traités commerciaux qui vident la démocratie de sa substance, devant les délocalisations et les pertes d'emplois, devant la révoltante évasion fiscale qui grève les finances publiques alors que s'accroissent les inégalités socioéconomiques, devant les ravages écologiques causés par notre mode de production et de consommation : la colère gronde et elle doit pouvoir être canalisée contre les véritables sources de la dépossession plutôt que contre des épouvantails et des boucs émissaires. ☺

« J'ai de la sympathie pour ceux qui veulent minimiser plutôt que maximiser l'imbrication économique entre les nations. Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : autant de choses qui sont, par nature, internationales. Mais que les marchandises soient de fabrication nationale chaque fois que c'est possible et commode. Et surtout, que la finance soit avant tout nationale »

JOHN MAYNARD KEYNES (CITÉ PAR HERMAN E. DALY « *THE PERILS OF FREE TRADE* », *SCIENTIFIC AMERICAN*, NOVEMBRE 1993)